

• (5.30 p.m.)

Le non-fumeur absorbe en se rendant en automobile à son travail et en en revenant, dans une région métropolitaine, 200 mg de benzyprène par an. Et que penser du malheureux qui fume deux paquets de cigarettes par jour? Il est intoxiqué à la fois par l'air et par la fumée de ses cigarettes. Il absorbe 350 mg de benzyprène par an. C'est une forte dose, une très forte dose.

Il est reconnu que les cigarettes sont la cause principale du cancer des poumons. On ne peut avoir vu une personne atteinte d'un cancer du poumon sans être ému de compassion et s'inquiéter devant le problème de la cigarette. Or,—et ma critique n'a pas de tendance politique—qu'a fait le gouvernement à cet égard? N'est-ce pas la responsabilité de nos centres de recherche médicale et des fabricants de cigarettes de produire un tabac qui ne soit pas cancérigène?

Les dernières statistiques que j'ai vues, celles de l'année 1965, indiquaient plus de 3,000 cas de décès dus au cancer des poumons. Entre parenthèses, je signalerai que le docteur Delarue prendra la parole ici incessamment et j'espère que tous les députés iront l'écouter. C'est une sommité en chirurgie des voies respiratoires.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1966, le gouvernement américain a obligé les fabricants de cigarettes d'indiquer sur chaque paquet que la cigarette représentait un danger pour la santé. Et nous, qu'avons-nous fait à cet égard? Combien d'argent avons-nous consacré à instruire le public des effets néfastes de la cigarette? Quels ont été les résultats de cette publicité? Je demande au ministre de répondre à cette question et, s'il n'est pas en mesure de le faire aujourd'hui, que ce soit demain ou après-demain.

Que compte faire le gouvernement quant à l'inscription qui devrait figurer sur les paquets de cigarettes? Si mes souvenirs sont exacts, on nous a dit que lorsque les États-Unis feraient le premier pas, nous suivrions. Quand rendrons-nous obligatoire l'inscription suivante sur l'emballage de chaque paquet: «Ces cigarettes peuvent être nuisibles à votre santé?»

Je dirai au ministre en toute sincérité que l'affaire en question me préoccupe beaucoup. Comme médecin et chef d'une clinique, j'ai vu trop de gens atteints d'un cancer aux poumons. Ils prennent jeunes l'habitude de fumer, et s'il existe quelque chose que nous puissions faire, comme membres du Parlement, pour empêcher les jeunes de contracter l'habitude de fumer, nous devons l'accomplir.

Le député de New Westminster a posé nombre de questions à ce sujet, mais nous n'avons pas reçu les renseignements que nous voulons.

Je suis sûr que le ministre aimerait nous les fournir, car la question le préoccupe autant que nous, je l'espère.

J'ai été heureux de constater que le ministre avait accru les subventions à la recherche médicale. Cependant, monsieur le président, il ne fait que jeter un peu plus d'huile sur le feu. Il ne le pousse pas réellement. Nous dépensons 12 millions de dollars par année pour la recherche au Canada, à peine un dixième de ce que les États-Unis dépensent par habitant. Nous nous classons loin au bas de la liste. Dans la profession, nous sommes le 13<sup>e</sup> des pays progressistes du monde en ce qui a trait au nombre des médecins. En constatant ce chiffre, j'ai un peu honte de nos efforts dans ce domaine.

La même remarque vaut pour la recherche médicale. Nous sommes loin au bas de la liste, même si nous possédons des automobiles, des postes récepteurs de télévision et de radio, et quoique nous nous vantions d'être au 2<sup>e</sup> rang pour le niveau de vie. Cependant, nous ne pouvons fournir suffisamment d'occasions de recherches et assez d'argent pour garder nos jeunes diplômés au pays.

Nous souffrons aujourd'hui d'une pénurie de médecins. La moyenne est d'environ un omnipatricien pour 1,900 habitants, et je répète que nous sommes au 13<sup>e</sup> rang des nations du monde quant au nombre de médecins que nous formons. Pourquoi en est-il ainsi? C'est que 200 de nos médecins nous quittent chaque année pour les États-Unis. Pourquoi? Ils ne peuvent, au Canada, faire les recherches qu'ils voudraient.

Le gouvernement va mettre en œuvre un régime d'assurance frais médicaux en 1968, mais je me demande où il va obtenir les scientifiques enseignants pour nos universités. Présentement, nous perdons 200 étudiants de qualité par année, parce que nombre d'entre eux se lancent dans la recherche aux États-Unis. Où trouverons-nous assez d'hommes de science pour remplir les postes de professeurs de nos propres universités?

Je le dis en toute franchise: peu importe combien le gouvernement élargit les facultés de médecine déjà existantes, s'il ne trouve pas suffisamment de scientifiques enseignants, on sera témoin d'un va-et-vient continuel, les professeurs passant des universités les plus pauvres aux plus riches, de sorte que les premières finiront peut-être par perdre leur réputation. C'est un très grave problème.

La semaine dernière, je prononçais à Toronto un discours sur le sujet. Il nous faut plus d'argent pour la recherche et plus de domaines de recherche. Il ne sert à rien de